



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

69860



LIMITÉE

E/ECA/TFRTWC/WP.2
OAU/ECA/ECDC/1/82
9 juin 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

DEUXIÈME SESSION
DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'EXPANSION DU COMMERCE ET DE L'INTEGRATION
ÉCONOMIQUE RÉGIONALE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Genève, 28 juin - 2 juillet 1982

(Note des secrétariats de l'OUA et de la CEA)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paras.</u>
I. INTRODUCTION	1-9
A. Historique	1-8
B. Objectif	9
II. EVOLUTION DE LA COOPERATION SOUS-REGIONALE, REGIONALE ET INTERREGIONALE	10-63
A. Evolution de la coopération sous-régionale	11-20
B. Evolution de la coopération régionale	21-28
C. Evolution de la coopération interrégionale	29
a) Le caractère mondial des activités de la CEPD ...	33-43
b) Les expériences des secrétariats africains en matière de contacts de la CEPD au niveau mondial	49-56
c) Soutien fourni conjointement par les secrétariats de l'OUA et de la CEA	57-63
III. EXAMEN D'EVENUELS PRINCIPES DIRECTEURS	64-80
A. Evaluation	64-78
B. Domaines d'action	79
C. Appui des secrétariats des organisations internationales, régionales et sous-régionales	80

I. INTRODUCTION

A. Historique

1. Plus de 4 années se sont écoulées entre la deuxième réunion du Groupe de travail de l'expansion du commerce et de l'intégration économique régionale entre pays en développement et la première qui s'était tenue à Genève en avril 1978. Cet intervalle peut paraître relativement court mais de nombreux faits importants se sont produits durant cette période. Ainsi plusieurs autres réunions ont consacré leurs travaux aux mêmes questions. Certaines de ces réunions ont utilisé les conclusions de la première réunion dans la définition de leur action future. L'une de ces importantes réunions a été la Deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement exclusivement consacrée aux problèmes économiques de l'Afrique. Le premier alinéa du préambule du Plan d'action de Lagos rappelle sans équivoque la position africaine. On comprend donc aisément la désillusion des pays africains devant les tendances de l'économie mondiale et les effets des promesses non réalisées :

"Les effets des promesses non réalisées de stratégies globales de développement ont été plus profondément ressentis en Afrique que dans les autres continents du monde. En effet, au lieu d'apporter une amélioration dans la situation économique du continent, les stratégies successives ont mis le continent dans un état de stagnation et l'ont rendu plus vulnérable que les autres régions aux crises sociales et économiques dont souffrent les pays industrialisés. Ainsi l'Afrique s'est trouvée incapable d'atteindre le moindre taux significatif de croissance ou un niveau satisfaisant de bien-être général au cours de ces vingt dernières années. Face à cette situation et déterminés à prendre des mesures en vue d'une restructuration des fondements économiques de notre continent, nous avons décidé d'adopter une approche régionale de grande portée basée essentiellement sur l'autosuffisance collective" 1/.

2. Les résultats enregistrés en matière économique par bon nombre de pays africains durant les décennies passées confirment le point de vue exprimé plus haut. Ils étaient à la fois mitigés et durables. Autrement dit seuls quelques pays africains peuvent se prévaloir de certains résultats économiques assez satisfaisants. Et parmi ces derniers on trouve principalement les pays exportateurs de pétrole en raison de la demande mondiale continue pour ce produit particulier. Au cours des dernières années ces pays ont cependant souffert d'une chute brutale de la demande de pétrole de la part des pays industrialisés.

1/ OUA, Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000, p. 5 par. 1.

3. Outre ce qui précède d'autres tendances ont été observées comme la baisse continue des prix d'exportation de la plupart des produits non pétroliers. Et ces produits constituent pratiquement la seule source de revenus de tous les pays africains non producteurs de pétrole. On doit y ajouter la persistance de l'instabilité de la situation alimentaire en Afrique. Selon les renseignements disponibles on a noté, au cours des 10 dernières années, une baisse de la production alimentaire par habitant au taux annuel de 1 p. 100 ²/_.

4. Un autre fait important noté dans la plupart des pays en développement est l'engagement direct accru des pouvoirs publics dans les économies respectives de leur pays. Il s'est notablement accentué avec l'avènement des indépendances politiques. La confiance des pays en développement dans les mérites du secteur public résulte partiellement de la nécessité de promouvoir un développement économique plus équilibré. Il en résulte que dans bon nombre de ces pays les gouvernements sont responsables, pour une grande part sinon pour une part prédominante, de la plupart des activités nationales. Ils jouent maintenant un rôle déterminant dans la création et/ou la disparition des groupements économiques tout comme l'essentiel des investissements au niveau national leur incombe.

5. C'est compte tenu de tout ce qui précède et de l'expérience propre de l'Afrique, une expérience certes assez courte, qu'il faut examiner de nouveau la nature des groupements d'intégration économique entre pays en développement.

6. En outre, on rappellera que la 7^{ème} session de la Conférence des ministres africains du commerce réunie à Addis-Abeba du 1^{er} au 3 février 1982 a décidé d'adopter les recommandations réitérant les souhaits des chefs d'Etat et de Gouvernement africains en ce qui concerne la participation des pays africains aux activités de la coopération économique entre pays en développement (CEPD). La recommandation adoptée souligne la nécessité d'une assistance effective des secrétariats de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) aux pays africains.

7. Cette recommandation s'accordait avec ce qui précède et avec la position déclarée du Plan d'action de Lagos et était conforme à la résolution 127(V) de la CNUCED ³/_; ainsi, en étroite collaboration avec l'OUA, la CEA a entrepris une mission d'information au nom des deux secrétariats dans un certain nombre de secrétariats de groupements économiques africains entre février et mars 1982.

²/ _{Etude des conditions économiques et sociales en Afrique 1980-1981, document E/ECA/CN.8/17 p. 6.}

³/ _{Résolution 127 (V) de la CNUCED sur la coopération économique et entre pays en développement, en particulier le paragraphe 10 du dispositif.}

8. Les conclusions de cette mission ainsi que notre idée sur l'ordre du jour de la deuxième réunion du groupe de travail patronnée par la CNUCED constituent des éléments supplémentaires à l'analyse suivante :

B. Objectif

9. On rappellera que la deuxième session doit permettre aux secrétariats des groupements économiques d'échanger des expériences en ce qui concerne les projets de coopération et les problèmes rencontrés dans leur mise en oeuvre. Le présent document fournit en conséquence des éléments portant sur certains développements récents survenus en Afrique dans ce domaine. Ensuite, il examine certaines tendances interrégionales ou mondiales relatives à la coopération de l'Afrique avec d'autres pays en développement. En troisième lieu, on a tenté d'examiner à nouveau, sur la base des expériences africaines, les fondements de la coopération économique aussi bien à moyen qu'à long terme. Sur la base de ce qui précède, les deux secrétariats ont également essayé d'examiner des mesures concrètes en vue de parvenir à ces objectifs. A cet égard, ils ont indiqué le type d'assistance qu'on peut attendre des institutions régionales et internationales comme l'OUA et la CEA.

II. EVOLUTION DE LA COOPERATION SOUS-REGIONALE, REGIONALE ET INTERREGIONALE

10. La coopération économique entre pays en développement n'est plus une question controversée. Même en tant que simple notion, elle ne donne plus lieu à une grande opposition entre les Etats membres participants ni de la part d'autres pays. Convient-il peut être à présent de concentrer l'attention sur certaines questions connexes très particulières. Celles-ci portent notamment sur la question de l'engagement sectoriel aussi bien par pays que par branche d'activités. Ce point est particulièrement important en raison du fait que les groupements économiques déjà existants et ceux envisagés découlent fondamentalement d'un acte volontaire des différents Etats membres.

A. Evolution de la coopération sous-régionale

11. Il est certain que la division du continent africain en marchés nationaux de faibles dimensions a, dans une certaine mesure, aggravé la situation économique de la région ou tout au moins elle a empêché les pays africains ou la région dans son ensemble d'exploiter toutes leurs potentialités. Il devient cependant tout à fait évident que les responsables africains ont perçu les dangers à ne pas freiner cette tendance.

12. Il y a eu heureusement certains faits encourageants. C'est ainsi qu'en 1981 on a assisté à un tournant décisif dans le développement de marchés africains plus importants grâce à la coopération régionale multinationale, c'est ce qui s'est passé dans le cas de pays appartenant à la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ainsi que dans celui de pays situés dans la sous-région de l'Afrique du Centre.

13. Ainsi, le traité établissant la Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) a été signé à Lusaka le 21 décembre 1981 après près de 4 années d'intenses négociations entre 18 pays de la sous-région sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique. Onze pays au moins avaient signé le traité au moment de la rédaction du présent rapport ^{4/}. Le Zimbabwe avait également annoncé sa volonté de signer le traité et l'on espère que d'autres pays y adhéreront dans un proche avenir.

14. La signature du Traité marque un pas important pour l'établissement d'un nouveau système de relations économiques dans le cadre de la CEPD aussi bien au niveau régional qu'interrégional. En fait, l'objectif fondamental de la ZEP est la promotion de l'autosuffisance collective qui, cela est bien connu, se trouve être le principe fondamental sur lequel repose la CEPD. Le Traité et ses protocoles annexes prévoient non seulement, la libération des échanges mais également la coopération et la spécialisation multinationale dans le développement d'industries essentielles et stratégiques, la production de vivres et de bétail, le développement de la science et de la technologie, la mise en valeur de ressources humaines et la création d'un réseau multinational de transports et télécommunications.

15. Un autre fait encourageant a été la signature, le 19 décembre 1981, par onze chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique centrale, de la Déclaration de Libreville par laquelle ils conviennent d'engager le processus de création d'une communauté des Etats d'Afrique centrale.

16. Pour les autres sous-régions africaines, on a également noté dans ce domaine de nets progrès vers la réalisation de leurs principaux objectifs respectifs. C'est ainsi qu'il a eu, au sein de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) qui comprend le Burundi, le Rwanda et le Zaïre quelques progrès vers l'établissement d'une coopération et d'une intégration sous-régionales plus étroites. Au cours de la période 1979-1980, le secrétariat de la CEPGL et le MULPOC de Gisenyi ont, avec le soutien financier du PNUD, oeuvré en étroite collaboration à l'exécution de projets d'intérêt commun à la sous-région. Ceux-ci comprennent des projets portant sur l'exploitation à des fins industrielles du gaz méthane du lac Kivu.

^{4/} Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Ouganda, Somalie, Swaziland et Zambie.

17. Par ailleurs, des études ont été menées à propos de l'établissement d'accords de compensation et de paiement, de l'harmonisation des règlements douaniers et des aides fiscales à l'investissement dans les pays de la CEPGL. Certaines des recommandations des études précitées sont en voie d'application avec une possibilité accrue de renforcer la coopération et l'intégration économiques, rapprochant ainsi les trois pays de la réalisation d'un marché commun sous-régional.

18. Des efforts en vue de renforcer la coopération et l'intégration économiques dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest continuent de recevoir un appui au sein des secrétariats des groupements économiques, en particulier de la part de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), de l'Union du fleuve Mano (MRU) et la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO). Les trois premières organisations ont, en étroite collaboration avec le MULPOC de Niamey, consacré d'immenses ressources à l'harmonisation des règlements douaniers en leur sein. De plus on a continué à prendre des mesures au niveau sous-régional sur la coordination et l'harmonisation des activités des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest.

19. Les secrétariats de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union du fleuve Mano ont poursuivi leurs efforts dans ce domaine en pararrant une série de séminaires. Leur objectif est de renforcer la coopération économique non seulement entre leurs Etats membres mais également avec d'autres secrétariats à l'intérieur et en dehors de la sous-région. Ainsi, la MRU continue de collaborer avec l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) tout comme elle le fait avec les secrétariats de la CCAO, de la CEAO et de la CEDEAO au niveau de la sous-région.

20. L'établissement en Afrique du Nord d'une coopération et d'une intégration économiques plus étroites se fait de façon plutôt timide et cela en dépit des efforts du MULPOC de Tanger. Récemment cependant, certains progrès ont été faits lors de la réunion des plénipotentiaires des pays d'Afrique du Nord tenue à Tanger et à l'issue de laquelle un accord a été réalisé sur un programme de travail comprenant notamment la promotion des échanges.

B. Evolution de la coopération régionale

21. Plusieurs activités visent à donner une impulsion à la coopération et à l'intégration économiques régionales dans la période ayant suivi la première réunion du Groupe de travail ont été entreprises. Des faits très importants se sont produits et on peut à cet égard citer a) la convocation en février 1979 du Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 et b) l'adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement africains du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique.

22. L'importance du Colloque de Monrovia est d'avoir offert l'occasion de discussions sur des aspects essentiels du nouvel ordre économique international d'un point de vue africain. Il a ensuite permis de faire un bilan sans complaisance de la situation du continent, bilan qui était nécessaire si l'on veut jeter les bases d'une nouvelle décennie du développement. Le Colloque a lancé une série de réunions officielles qui ont abouti au Sommet économique de Lagos. Entre ces deux événements se sont tenus le 32e conseil des ministres ordinaire de l'OUA à Nairobi en février 1979, le 16e Sommet de l'OUA à Monrovia en juillet 1979 et plusieurs réunions préparatoires sectorielles entre octobre 1979 et avril 1980.

23. S'agissant du Plan d'action de Lagos il constitue un projet d'autosuffisance au niveau régional. C'était un pas dans la bonne direction. Tout d'abord il met en évidence non seulement la principale faiblesse du continent mais il offre également un motif de confinement dans l'avenir. Il s'est ainsi prononcé tout à fait clairement sur le fait que l'état de sous-développement de l'Afrique n'était pas naturel et qu'il ne provenait fondamentalement ni d'un retard quelconque ni d'un manque de ressources.

24. L'élément le plus important du Plan d'action de Lagos est peut-être la reconnaissance et l'acceptation par les Etats membres d'une certaine ligne de conduite favorable à un développement endogène. Par exemple le fait qu'ils aient tous reconnu "la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour offrir l'appui politique indispensable au succès des mesures visant à réaliser l'objectif d'un développement et d'une rapide croissance économique autosuffisante et autocentrée" dans l'avenir. C'est en partie eu égard à ce qui précède que les gouvernements africains se sont engagés à créer des institutions nationales, sous-régionales et régionales qui faciliteront la réalisation de l'objectif d'autosuffisance dans le cadre d'un développement endogène.

25. On trouve aussi dans le Plan d'action de Lagos d'autres éléments également importants et ayant des conséquences directes et indirectes sur les relations économiques de l'Afrique avec d'autres pays en développement. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne l'Acte final de Lagos "sur la participation de l'Afrique aux négociations internationales". Il y a donc une reconnaissance de l'importance des négociations économiques internationales lorsqu'on traite du développement socio-économique de l'Afrique. Le Plan souligne également la nécessité d'une participation active et coordonnée des pays africains aux activités du Groupe des 77 afin de renforcer la capacité de négociation des africains et de la participation du Groupe des 77 aux négociations économiques internationales.

26. Des efforts en vue de promouvoir la coopération économique régionale sont faits sur divers plans. Ainsi le secrétariat de la CEA, en collaboration avec le secrétariat de l'OUA, a convoqué deux réunions successives des Directeurs généraux des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA.

La Conférence se tient maintenant de façon régulière. Elle permet un échange d'informations entre les secrétariats. La reconnaissance de l'importance de ce forum a reçu un appui important de la Conférence de la CEA avec l'adoption de la résolution 409 (XVI). Cette résolution souligne que la promotion et le renforcement des institutions constituent des questions très importantes affectant la mise en application du Plan d'action de Lagos.

27. Des visites effectuées par la mission mixte OUA/CEA dans un certain nombre de secrétariats des groupements économiques africains ont fait apparaître un manque de contacts entre certains d'entre eux. Il n'y avait cependant aucun doute sur leur désir de raffermir la coopération et d'assurer des contacts fréquents au niveau des secrétariats.

28. Il en est résulté une possibilité pour les secrétariats africains des groupements économiques de tirer profit de l'expérience des autres en particulier dans la manière de s'attaquer aux problèmes auxquels leurs homologues avaient eu, auparavant, à faire face. Certains secrétariats ont pu se mettre d'accord sur la participation aux coûts des services communs. C'est ainsi que l'Union du fleuve Mano et la CEDEAO sont convenues d'utiliser les mêmes services de formation douanière. Il en a été de même entre la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano en ce qui concerne l'utilisation des installations d'interprétation pour leurs réunions respectives. D'autres secrétariats comme le Centre africain d'étude monétaires s'engagent à organiser chaque année ou tous les deux ans de séminaires ou colloques sur des sujets spécifiques de recherche destinés aux groupements économiques africains ainsi que des activités de consultation au nom d'autres secrétariats de la région Afrique.

C. Evolution de la coopération interrégionale

29. L'intégration et/ou la coopération économiques interrégionales constituent l'ensemble des activités bilatérales et multilatérales aux niveaux sous-régional et régional. Ce qui suppose en soi plusieurs questions étroitement liées entre elles. Par exemple la nécessité de concilier les divers intérêts non seulement entre les Etats membres mais également ceux d'autres pays vu, en particulier, le caractère de l'interdépendance au niveau mondial. Peut-être que les délibérations et conclusions du premier Groupe de travail de l'expansion du commerce et de l'intégration économique régionale entre pays en développement pourraient servir de base à ce travail ^{5/}. Il a mis en valeur le caractère unique de l'entreprise parce que, pour la première fois, des secrétariats de groupements économiques sous-régionaux et régionaux appartenant au monde en développement se sont retrouvés et ont délibéré sur la manière de s'acquitter des tâches principales fixées par leur gouvernement.

^{5/} TD/B/702, TD/B/C.7/9, Rapport du Groupe de travail de l'expansion du commerce et de l'intégration économique régionale entre pays en développement.

30. Le Groupe de travail a examiné dans une approche plutôt ouverte les questions relatives a) aux principes en vue de l'établissement d'accords de coopération entre les secrétariats des groupements régionaux et sous-régionaux et des organisations internationales afin de renforcer la coopération et l'intégration économiques sous-régionales, régionales et interrégionales entre pays en développement; b) à des arrangements institutionnels et de coordination; c) à des questions organisationnelles.

31. De nombreux groupements économiques africains ont, depuis la tenue du premier Groupe de travail, participé à diverses activités de la CEPD au niveau interrégional de façon bilatérale ou multilatérale. D'autres n'ont pas directement participé mais n'ont pu se soustraire aux conséquences des décisions prises lors de ces réunions.

32. L'activité la plus connue ayant un rapport direct ou indirect avec la plupart des pays africains est peut-être celle découlant du premier Plan d'action à court et moyen terme pour les priorités globales en matière de coopération entre pays en développement adopté et examiné à la cinquième réunion ministérielle du Groupe des 77 qui a demandé que des mesures spécifiques soient prises dans les domaines prioritaires 6/ de la coopération économique entre pays en développement dans le cadre de principes et objectifs précis.

a) Le caractère mondial des activités de la CEPD

33. Des faits survenus au cours des dernières années constituent la preuve de l'engagement de plusieurs institutions régionales et mondiales telles que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à la réalisation des objectifs de la CEPD. Certains de ces faits ont fourni les informations nécessaires aux objectifs et stratégies qui en plus constituent la pierre angulaire dans ce domaine.

34. C'est en partie sur la base de ces informations que de nombreux pays en développement ont eu tendance à considérer le programme pour l'autosuffisance collective comme un élément des efforts d'ensemble visant à restructurer les relations économiques internationales et comme un instrument pour arriver à cette fin.

35. On peut donc supposer que les pays africains ont participé aux activités de la CEPD aussi bien sous l'égide de la CNUCED que du Groupe des 77 compte tenu de la position ci-dessus. Les études effectuées sous l'égide de la CNUCED et des secrétariats communs de l'OUA et de la CEA étaient conformes aux résolutions de la CEPD. On peut citer à cet égard les domaines portant sur le système

6/ a) Un système généralisé de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC); b) Coopération entre les entreprises étatiques de commercialisation (EECs), et c) Création d'entreprises multinationales de commercialisation (EMC) etc.; un accent particulier a été également mis sur l'intensification de la coopération financière et monétaire entre pays en développement.

et des secrétariats communs de l'OUA et de la CEA étaient conformes aux résolutions de la CEPD. On peut citer à cet égard les domaines portant sur le système généralisé de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), la coopération entre les entreprises étatiques de commercialisation (EEC) et la création d'entreprises multinationales de commercialisation (EMC).

36. Les diverses études et les réunions ultérieures relatives à la CEPD ont aidé, dans une certaine mesure, à analyser certains problèmes spécifiques. Cependant, leur caractère mondial a eu tendance à masquer ou minimiser d'importants sujets de préoccupation pour certains groupements. Parfois et comme cela a été confirmé par un secrétariat d'un groupement économique africain, des décisions prises au niveau mondial affectent indirectement des groupements ne participant pas aux négociations en question. En d'autres termes, il arrive souvent que des décisions concernant un grand nombre de secrétariats soient prises en l'absence de représentants de ces derniers.

37. C'est le cas en particulier pour le SGPC. Les points en discussion portent sur d'éventuelles conséquences négatives au commerce des groupements intra-économiques, surtout lorsque des accords existent sur la suppression des barrières tarifaires aux échanges commerciaux. Des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe cherchent à créer et à renforcer un régime de préférences commerciales. Il est donc tout à fait compréhensif que ces groupements économiques expriment de sérieuses réserves à propos de décisions prises au niveau international et qui entravent la réalisation de leurs objectifs surtout que ces groupements ne participent même pas au mécanisme de négociation qui est à la base de tels accords.

38. D'autres facteurs négatifs qui semblent constituer de sérieux obstacles à l'adhésion de l'Afrique à un système généralisé de préférences commerciales ont fait l'objet d'un précédent document de l'OUA et de la CEA 7/.

39. Une des principales raisons de l'établissement d'un système mondial de préférences commerciales est le fait que ce système pourrait permettre une augmentation globale des échanges commerciaux plus qu'il ne réussira à réorienter totalement les échanges des pays développés vers les pays en développement.

40. C'est en partie pour cette raison que la conclusion de ce document porte de nouveau sur les activités en cours, relatives au EEC et aux EMC. On trouve ensuite dans cette conclusion une analyse plus détaillée des autres domaines également importants. Ceux-ci comprennent la question des entreprises multinationales de production entre pays en développement et d'autres questions telles que la spécialisation, la complémentarité de facteurs de production, le partage des marchés pour ne citer que quelques exemples.

7/ Doc. E/CN.14/WP.1/116 Une note de secrétariats de l'OUA et de la CEA;
para. 17-35.

41. On a souligné plus haut que l'activité économique dans un grand nombre de pays africains était dominée par l'Etat. La pratique la plus courante dans le domaine commercial tend à être l'utilisation d'entreprises étatiques de commercialisation.

42. Certaines des EEC sont conçues comme des instruments pour la promotion des politiques commerciales des pays concernés. Elles ont donc reçu pour mission de contrôler les exportations et les importations, l'utilisation optimale des ressources en devises rares ou disponibles, la fourniture et la distribution des produits de première nécessité et la stabilisation des prix.

43. Ce type d'informations fait obligation aux secrétariats des groupements économiques d'étudier et de comprendre le fonctionnement et le rôle des EEC. On devrait en outre continuer de rechercher les moyens de renforcer les liens entre les EEC afin de promouvoir la coopération entre le groupement intra-économique et le groupement inter-économique dans divers domaines.

44. On a fait apparaître dans diverses études l'existence d'un vaste champ d'application pour les EEC tout comme il en existe pour les EMC pour la promotion de la coopération économique entre pays en développement.

45. Une autre activité globale dans laquelle les secrétariats des groupements économiques ont activement participé porte sur les questions monétaires et financières. Les secrétariats les plus actifs à cet égard ont été la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, le centre africain d'études monétaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL). Les recherches en vue de trouver les moyens de mettre en oeuvre le programme d'autosuffisance collective se poursuivent surtout dans le cadre du Comité de coordination des arrangements multilatéraux de paiements et de coopération monétaire entre pays en développement.

46. Compte tenu de ce qui précède il est donc tout à fait clair, que la participation africaine aux activités de la CEPD, en particulier dans le domaine financier, est motivée par plusieurs facteurs. En premier lieu il y a leur confiance aux objectifs du Comité comme constituant un pas dans la bonne direction. Ensuite et en rapport avec le premier point il y a peut-être que les activités de la CEPD offrent un processus d'unification progressive des accords de coopération monétaire au niveau interrégional entre pays en développement. Il ressort également des points de vue exprimés par bon nombre de pays qu'ils considèrent cette instance comme étant en mesure de promouvoir progressivement les relations dans le cadre d'une stratégie globale pour l'expansion du commerce.

47. Le Comité offre cependant une autre possibilité pour l'examen par des fonctionnaires directement concernés par un certain nombre de questions importantes relatives à une telle coopération et découlant des décisions adoptées par le Groupe des 77.

48. Il convient peut-être de souligner d'autres aspects également importants du travail du Comité. Il ne devrait pas actuellement limiter ses activités à de simples échanges d'informations ou à l'analyse du fonctionnement des divers arrangements dans leurs régions respectives. Il devrait plutôt participer à la publication, aussi large que possible, entre les secrétariats des groupements économiques et de façon régulière, les expériences ayant abouti à des résultats satisfaisants.

b) Les expériences des secrétariats africains en matière de contacts de la CEPD au niveau mondial.

49. Les résultats de la mission mixte OUA/CEA aux sièges des secrétariats de plusieurs groupements économiques africains ainsi que les réunions tenues à cette occasion fournissent un tableau complet de l'importance des contacts entre ces institutions africaines et d'autres institutions du tiers monde. Leur importance et leur éventuelle incidence sur le renforcement de la coopération économique sont difficiles à évaluer en raison du manque d'informations.

50. Il n'est pas possible - et cela n'est même pas dans notre intention - de faire un compte rendu détaillé de tous les contacts établis ou envisagés par les secrétariats des groupements économiques africains dans le cadre de la CEPD. Ce qui est actuellement tenté c'est de tirer les leçons des avantages de ces contacts pour d'éventuelles mesures de suivi.

51. L'impression générale ressentie est que les contacts entre les secrétariats de la région Afrique avec leurs homologues des autres régions en développement sont relativement assez rares. Il ressort également des recherches menées par les secrétariats conjoints de l'OUA et de la CEA que certains d'entre eux ont pris l'initiative d'établir des contacts interrégionaux. Mais la plupart de ces initiatives résultent en partie de l'assistance matérielle fournie par certaines organisations internationales. En particulier l'assistance financière fournie par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en collaboration avec la CNUCED et la CEA.

52. Dans la période considérée, un certain nombre de chefs des secrétariats africains de groupements économiques ont reçu une assistance considérable pour l'établissement de contacts avec leurs homologues des secrétariats des autres régions en développement. Ces contacts ont revêtu diverses formes. La forme la plus couramment utilisée est l'échange de visites entre les sièges des secrétariats concernés. L'autre forme consiste à saisir l'occasion de

participer à des réunions internationales communes. Cela crée une occasion d'échanger et de partager des expériences. La troisième et sur laquelle on dispose de peu d'informations porte sur un échange de renseignements écrits produits par les différents secrétariats sur leurs activités respectives.

53. Un certain nombre de secrétariats de groupements économiques d'Amérique latine et des Caraïbes ont reçu et continuent d'abriter les représentations des secrétariats des groupements africains (CEDEAO, CCAO, CAEM). Il en est de même en ce qui concerne quelques secrétariats de la région Asie tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Cependant des visites aux secrétariats des groupements économiques africains par leurs homologues aussi bien d'Amérique latine des Caraïbes que des régions asiatiques en développement ont été plutôt rares. La seule qui soit connue a été celle faite à la CEDEAO par le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique Sud (SPEC). Cette mission particulière a été rendue possible grâce à l'assistance fournie par le secrétariat du Commonwealth.

54. Quelques difficultés subsistent à propos de ces contacts. La plupart d'entre elles feront l'objet du troisième et dernier chapitre du présent document qui envisage des mesures en vue d'une action future.

55. L'absence de relations adéquates et de mise en commun des expériences entre les secrétariats des groupements économiques des pays en développement est tout à fait évident et a des effets très néfastes. Ce fait est illustré par le fait qu'il n'est pas rare d'observer que certains groupements économiques ont tendance à répéter ou à appliquer certaines expériences non réussies de coopération de leurs homologues dans une même région ou dans une autre région en développement. Il y a également le problème du gaspillage inutile des ressources déjà insuffisantes du fait que certaines institutions font double emploi au lieu de s'accorder à maximiser leurs intérêts mutuels par une utilisation commune de certains services.

56. Il s'est peut-être écoulé suffisamment de temps pouvant justifier une nouvelle approche de certains aspects liés aux théories de la coopération économique entre pays en développement. Cette approche pourrait comporter un réexamen de certains des avantages ou inconvénients de l'idée de création de structures institutionnelles hautement centralisées ou décentralisées. Certaines de ces questions difficiles pourraient être examinées à nouveau quelque aient été les progrès réalisés depuis les décisions de première session du Groupe de travail.

c) Soutien fourni conjointement par les secrétariats de l'OUA et de la CEA

57. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur le fait que l'Afrique en développement est dans l'ensemble relativement moins développée que toutes les autres régions en développement. Cependant l'analyse précédente aboutit à certaines tendances favorables, en particulier celles visant à s'attaquer aux causes de cette situation déplorable. C'est, compte tenu de ce qui précède, que les diverses parties de la région Afrique où se trouvent les secrétariats des groupements économiques aident les Etats membres à prendre les mesures correctives destinées à réaliser un développement économique auto-entretenu grâce à l'autosuffisance collective.

58. Ces deux secrétariats, en collaboration avec les autres, se sont efforcés d'apporter, de façon continue, le soutien nécessaire aux secrétariats des groupements économiques africains. L'OUA et la CEA ont joué un rôle dans l'émergence plutôt que dans la création de plusieurs groupements économiques dans la région Afrique. Elles ont en outre entrepris des études sur des sujets spécifiques au profit des représentants africains et de la région dans son ensemble. Elles ont également aidé à la convocation de réunions régionales au cours desquelles des questions de coopération économique avec d'autres régions en développement ont été analysées de façon plus détaillée. Le fait que la région Afrique en développement n'ait pas été en mesure de tenir au niveau régional un séminaire, des journées d'études, ou des colloques de représentants d'entreprises étatiques de commercialisation (EEC) n'a pas entamé la détermination des secrétariats à poursuivre leur assistance aux secrétariats des groupements économiques afin qu'ils participent effectivement aux activités de la CEPD.

59. Il convient peut-être de conclure le présent chapitre par un bref aperçu de l'action des deux secrétariats en vue de rapprocher l'Afrique et les autres régions en développement. Outre le travail lié aux activités du Groupe des 77, l'événement important survenu dans cette région est la collaboration avec d'autres commissions économiques régionales.

60. Au cours des réunions des Etats membres de la CEA et de la CEPAL en février et mai 1977, les résolutions 302 (XIII) et 363 (XVII) ont été respectivement adoptées. Ces résolutions portent sur le renforcement des accords de coopération technique existants et sur la mise en oeuvre de nouveaux programmes de coopération technique entre les pays en développement des deux régions en utilisant à cette fin leur commission respective dans le cadre de leur mandat et des ressources disponibles. Ces termes ont, par la suite été reprise par la résolution 355 (XIV) de la CEA et la résolution 387 (XVIII) de la CEPAL respectivement en mars et avril 1979. Conformément à ces résolutions, les secrétariats des deux commissions sont convenus de la nécessité de préparer des

projets concrets en vue d'une réalisation commune, en commençant par trois secteurs-clés, à savoir, i) le commerce interrégional, ii) la mise en valeur de la main-d'oeuvre et iii) la science et la technologie.

61. Des études préparées pour ces projets ont servi de base à la réunion commune d'experts gouvernementaux africains et latino-américains sur la coopération économique et technique tenue à Addis-Abéba (Ethiopie) du 1er au 5 juin 1982.

62. Des actions semblables sont également en cours sous l'égide de la CEA, en étroite collaboration avec d'autres secrétariats. Elles comportent plusieurs projets sur le commerce interrégional et la coopération économique conjointement exécutés par la CEA et la CESAP pour les pays en développement d'Afrique et d'Asie d'une part et entre la CEA et la CEAO pour les pays en développement d'Afrique et d'Asie occidentale d'autre part. La dernière catégorie de ces activités communes porte également sur la promotion de la coopération arabo-africaine conformément à la décision prise par les chefs d'Etat et de gouvernement africains et arabes à leur premier sommet sur la coopération afro-arabe tenue en mars 1977.

63. Dans l'intervalle la Commission économique pour l'Afrique, grâce à des fonds du gouvernement des Pays-Bas et en collaboration avec d'autres commissions économiques régionales des Nations-Unies (CESAP et CEPAL), avec la CNUCED et le CCI (Centre du commerce international CNUCED/GATT) a aidé un certain nombre d'entreprises commerciales et/ou de représentants de chambres de commerce de pays africains à établir des contacts avec leurs homologues dans d'autres régions en développement. Grâce à cette modeste contribution, des firmes commerciales africaines ont été en mesure d'explorer des possibilités d'exportation grâce à des visites effectuées sur les marchés d'autres régions en développement d'Asie et d'Extrême-Orient et des régions d'Amérique latine et des Caraïbes.

III. EXAMEN D'EVENUELS PRINCIPES DIRECTEURS

A. Evaluation

64. Un certain nombre de questions méritent une attention particulière dans l'élaboration de nouveaux principes directeurs pour les programmes de la CEPD. La question est d'abord de savoir si l'adoption de tels principes se justifie ou non; ensuite il y a la question des objectifs fondamentaux de la CEPD aux niveaux mondial, régional et sous-régional comparés aux objectifs des groupements économiques régionaux et sous-régionaux des pays en développement; et enfin l'incidence des faits survenus dans les domaines socio-économiques sur la notion de la coopération économique entre pays en développement.

65. La question de la nécessité d'élaborer des principes devrait être examinée sur la base de l'évaluation du Programme de priorités qui avait auparavant été adopté par la Conférence de Mexico sur la CEPD. Ce programme avait choisi comme priorités : l'établissement d'un système généralisé de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), l'établissement d'entreprises étatiques de commercialisation des pays en développement (EEC) et l'établissement d'entreprises multinationales de commercialisation entre pays en développement. Tout récemment on s'est également penché sur l'établissement d'accords de paiements entre pays en développement.

66. On ne peut se livrer, dans le cadre de ce bref rapport, à une évaluation complète de la réalisation de ces domaines prioritaires et de leurs conséquences. On ne peut cependant pas s'empêcher de faire observer l'accent tout particulier mis sur les questions commerciales dans ces domaines prioritaires de la CEPD, ce qui semble davantage refléter des domaines de compétence, de spécialité ou d'intérêt pour la CNUCED (l'organisme des Nations Unies qui a été à l'avant-garde dans ce domaine) que constituer une indication de la nature des problèmes socio-économiques auxquels sont confrontés les pays en développement et qui doivent être résolus grâce à des efforts de coopération entre ces pays. L'importance d'une action dans ces domaines ne fait l'objet d'aucun doute puisqu'ils portent sur le problème des recettes de devises grâce aux échanges entre pays en développement. On considérerait comme acquise la capacité des pays en développement d'offrir une large gamme de produits d'exportation dépassant les matières premières agricoles et les minéraux traditionnels. C'est en fait cette capacité relativement sous-développée qui constitue l'essentiel des problèmes de développement auxquels sont confrontés les pays en développement.

67. Une autre observation découlant de la mise en oeuvre des domaines prioritaires porte sur le grand nombre d'études déjà effectuées ou à entreprendre en particulier en ce qui concerne le SGPC - la première sur la liste des priorités. La question n'est pas tant qu'il existe des domaines pour la CEPD où des études ne sont pas nécessaires que le fait que plus les études se prolongent plus longtemps les avantages des activités de la CEPD seront différés. Cela ne poserait pas de problèmes si on pouvait éviter ou retarder les conséquences de l'aggravation de la crise économique internationale. Il est vrai que cinq années seulement se sont écoulées depuis l'adoption du Programme de priorités de la CEPD; la question ne semble pas être une question de durée mais de rythme d'ensemble de réalisation des domaines prioritaires et d'éventuels avantages pour les pays en développement. Il convient ici de souligner que la réalisation incombe d'abord aux pays en développement (puisque la CEPD leur appartient); le rôle des organisations internationales et régionales se limitant à fournir le soutien nécessaire aux efforts des pays en développement.

68. Les objectifs de la CEPD tels qu'ils ont été arrêtés lors de la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77 à Manille en février 1976 sont les suivants :

- a) contrôle, par les pays en développement, de leurs moyens de développement par le contrôle efficace de leurs richesses, ressources naturelles, systèmes de production et autres éléments de leur activité économique;
- b) expansion et diversification de leur production agricole pour qu'ils arrivent à se suffire globalement à eux-mêmes en matière de denrées alimentaires;
- c) fabrication des facteurs de production en particulier des engrais et des pesticides indispensables à leur agriculture;
- d) extension de leurs marchés d'exportation et augmentation de leurs recettes d'exportation;
- e) développement à tous les stades du traitement et de la transformation de leurs matières premières;
- f) accroissement et diversification de leurs exportations d'articles manufacturés et semi finis à destination d'autres pays en développement et des marchés des pays développés;
- g) relèvement global du niveau de leur développement technologique, en particulier par l'amélioration de leur capacité technologique;
- h) amélioration de l'environnement;
- i) coopération technique entre pays en développement notamment la coopération technique dans le domaine de toutes les sources d'énergie 1/.

69. Afin de réaliser ces objectifs la Conférence ministérielle de Manille du Groupe des 77 a demandé la mise sur pied d'un programme d'action comportant "des mesures corrélatives destinées à supprimer les contraintes qui sont imposées par le caractère limité des ressources en compétences, en technologie,

1/ Déclaration et Programme d'action de Manille. Annexe I (A).

et en fonds d'investissement par l'étroitesse des marchés intérieurs etc 2/. La Conférence a par ailleurs souligné que "le Programme de coopération économique devrait contribuer à accélérer le progrès économique des pays en développement et à diversifier de leur structure économique" 3/.

70. Une brève comparaison entre ces objectifs globaux de la CEPD et les objectifs des groupements économiques régionaux et sous-régionaux des pays en développement fait apparaître un grand nombre d'intérêts communs. Dans la Région Afrique par exemple la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) met l'accent, comme faisant partie de ses principaux objectifs, la promotion de la coopération et du développement dans tous les domaines de l'activité économique, en particulier l'industrie, les transports et télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières. La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) souligne également la nécessité d'un développement accéléré de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'industrie, des transports et communications etc. La Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL) met l'accent sur la promotion et l'intensification des échanges commerciaux et de la circulation des personnes. La Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) récemment créée insiste sur le commerce, la douane, l'industrie, les transports et communications, l'agriculture, les ressources naturelles etc..

71. Enfin la création par le Comité permanent consultatif du Maghreb (CPCM) de centres pour les études industrielles, le tourisme, les postes et télécommunications etc. constitue une indication sur les objectifs du CPCM.

72. Une conclusion qu'on pourrait tirer d'une comparaison des objectifs de la CEPD à tous les niveaux et les domaines d'action prioritaire est que les rapports entre eux ne semblent pas devoir renforcer le développement accéléré de la région Afrique. En d'autres termes les domaines prioritaires ne s'attaquent pas aux problèmes fondamentaux de développement auxquels sont confrontés les Etats africains en particulier dans le cadre des besoins de la mise en oeuvre effective du Plan d'action de Lagos.

73. Pour les pays africains, l'adoption du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos en avril 1980 a en fait constitué une évolution importante par le fait que ces documents contiennent les décisions et l'engagement des chefs d'Etat et de Gouvernement africains à propos de la stratégie de la croissance et du développement socio-économique en Afrique jusqu'à l'an 2 000. L'objectif du Plan d'action de Lagos est la réalisation progressive d'un développement et d'une croissance autosuffisante et autacentrée grâce à une action collective (coopération). Une telle action collective (intégration régionale et sectorielle) doit aboutir à une communauté économique africaine

à l'horizon de l'an 2000. Le Plan met l'accent sur le fait que l'objectif de production devrait en premier lieu satisfaire la demande intérieure (en biens intermédiaires et finis), et d'exporter l'excédent afin d'obtenir à long terme des facteurs de production complémentaires grâce aux échanges régionaux et interrégionaux.

74. Par conséquent, pour la région Afrique la croissance économique doit consister en accroissements matériels dans la production de biens et de services afin de satisfaire les besoins des populations; quant au développement économique, il devra être envisagé aussi bien en termes de transformation structurelle de l'économie qu'en modification dans la composition des biens.

75. Le problème fondamental découlant de ce qui précède est de savoir si, et dans quelle mesure les programmes de la CEPD peuvent contribuer de façon plus positive aux objectifs communs de tous les pays en développement, à savoir leur développement autosuffisant accéléré grâce à l'autonomie collective.

76. Ainsi, la haute priorité accordée à l'actuel programme de la CEPD en vue de la libéralisation des échanges devrait être évaluée en tenant compte de ce qui précède étant donné que le commerce tout seul n'apportera pas le type de croissance et de développement envisagé dans le Plan d'action de Lagos. Autrement dit l'élaboration de principes directeurs pour les programmes de la CEPD devrait tenir compte des résultats des programmes actuels et des objectifs fondamentaux de la CEPD aux niveaux national, sous-régional, interrégional et régional.

77. Les secteurs économiques centraux sur lesquels les programmes de la CEPD devraient également se concentrer, en particulier du point de vue des pays africains, sont l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, les ressources naturelles, la science et la technologie, les transports et communications, le commerce et les finances. On devrait adopter pour ces secteurs des mesures immédiates et à moyen terme surtout des mesures qui se renforcent mutuellement et contribuent de façon intégrée à la réalisation des objectifs de croissance et de développement économiques accélérés.

78. Les points à l'ordre du jour de la deuxième session du Groupe de travail de l'expansion du commerce et de l'intégration économique régionale entre pays en développement portent notamment sur la coopération dans la production industrielle et agricole y compris les co-investissements dans la production multinationale et les entreprises de commercialisation. Les questions à l'étude sont très importantes et nécessitent l'élaboration de programmes et de mesures intégrés afin de permettre aux pays en développement de tirer le maximum de profit de ces vastes domaines. L'orientation fondamentale devrait consister en un développement de l'action de coopération pour la mise sur pied

de moyens matériels et humains pour les diverses activités concernées aux niveaux national et multinational. Puisqu'il faut planifier la production industrielle sur la base de la dotation en ressources naturelles, ce point particulier de l'ordre du jour devrait être légèrement élargi pour **inclure** la production et l'utilisation des ressources naturelles.

B. Domaines d'action

79. L'objectif fondamental dans ces domaines devrait être une réorientation des programmes de la CEPD ou bien l'élaboration d'autres programmes en vue de satisfaire les objectifs communément admis de la CEPD. On devrait donc élaborer des programmes spéciaux pour la coopération dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation, de l'industrie et des ressources naturelles.

- i) Production multinationale - étant donné la faible dimension de la plupart des marchés nationaux et de l'absence de dotations en facteurs complémentaires, la coopération multinationale s'avère très importante pour la réalisation de l'autosuffisance nationale et collective. Une telle coopération serait beaucoup renforcée si certains accords de base étaient conclus : par exemple les accords de coopération industrielle, un accord sur le commerce des ressources naturelles (en particulier les matières premières industrielles). On devrait accorder la priorité à l'élaboration de projets d'accords-types;
- ii) Co-investissements - la principale question ici est la mobilisation des ressources financières nécessaires pour les projets d'investissement. La coopération dans ce domaine est en effet capitale et va au-delà des déclarations d'engagement et des principes etc. Si certains pays en développement souhaitent participer directement aux projets d'investissement dans d'autres pays en développement (participation sous forme d'actions), d'autres peuvent préférer prêter de l'argent (sur une base bilatérale ou par l'intermédiaire de leurs banques de développement). Il serait nécessaire d'envisager d'autres possibilités et de préparer des accords-types de coopération pour les couvrir toutes;
- iii) Services d'appui connexes - la coopération entre pays en développement devrait également porter sur les services d'appui essentiels tels que l'expertise en la préparation d'études de faisabilité, la gestion, la commercialisation, la mise en valeur de la main-d'oeuvre, les institutions etc, l'objectif étant d'améliorer, de renforcer ou de mettre sur pied, au niveau national, des mécanismes chargés d'assurer ces services.

C. Appui des secrétariats des organisations internationales, régionales et sous-régionales

80. Cet appui devrait consister à scinder soigneusement les programmes proposés ci-dessus en éléments distincts et en propositions portant sur des mesures nécessaires; la préparation d'études et de rapports sur des questions précises, la fourniture d'installations pour des réunions et l'organisation de celles-ci pour les représentants des pays en développement et leurs institutions. Il va donc sans dire qu'à la lumière de ce qui précède ces mêmes organisations doivent être prêtes à mener leur programme de travail conformément aux nécessités des programmes susmentionnés.